BULLETIN

OF THE
CANADIAN CRIMINOLOGY AND
CORRECTIONS ASSOCIATION

DE LA
SOCIETE CANADIENNE
DE CRIMINOLOGIE

55 Parkdale, Ottawa Canada K1Y 1E5

Volume II No. 4 March 1973 Mars

'iliated with the Canadian Council on Social Development

Affiliée au Conseil canadien de Développement social

WHAT THE ASSOCIATION IS DOING

At the last meeting of the Board of Directors on January 25 and 26, the Brief on Parole was revised and then approved for presentation to the Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs. The Association's representatives met with the Senate Committee at the March 13 public hearing.

The Legislation Committee's brief to the Law Reform Commission of Canada is now in discussion draft form. It has been distributed to many organizations and individuals across Canada with a request to study it and submit comments and suggestions for improvement before May 18. The Committee will then meet to revise the brief in the light of comments received.

A proposal to standardize the format and style of the Association's publications was also approved by the Board at the January meeting. The green and white colour scheme now used by the Bulletin will be utilized for all publications as well as other identifying characteristics.

NATIONAL PAROLE BOARD CHANGES

Mr. George Tremblay has retired. Prior to becoming a member of the National Parole Board he had been the Regional Representative in Montreal since the days of the Remission Service which preceded the creation of the Parole Board.

To replace Mr. Tremblay, Mr. Hugh Christie has been appointed to the Board. The readers of the Bulletin will no doubt remember him as Director of Oakalla Prison in British Columbia and perhaps even as Director of Corrections in Saskatchewan several years ago.

NATIONAL PAROLE BOARD - JOB OPENING

The National Parole Board is looking for a Community Resources Co-ordinator to develop and co-ordinate programs to promote interest in parole and to negotiate and administer contract agreements with private after-care agencies. Knowledge of the English and French languages is essential.
Competition # 73-491-1.

Enquiries:

Social-Economic Program
Public Service Commission of Canada
Tower "A" - Place de Ville
Ottawa, Ontario K1A 0M7

VIE DE LA SOCIÉTÉ

A la réunion du Conseil d'administration, les 25 et 26 janvier, le Mémoire sur la libération conditionnelle a été revu et, par la suite, approuvé aux fins de présentation au comité sénatorial des Affaires juridiques et constitutionnelles. Les représentants de la Société se sont rencontrés avec le comité sénatorial au cours de l'audience publique du 13 mars.

Actuellement, le mémoire (à l'état d'ébauche) établi par le comité de la législation à l'intention de la Commission de réforme du droit du Canada fait l'objet de discussions. Il a été distribué à de nombreux organismes et particuliers à travers le pays aux fins de commentaires et pour inviter des propositions visant à l'améliorer. Après réception des commentaires qui doivent nous parvenir avant le 18 mai, le comité se réunira pour revoir le mémoire à la lumière des observations reçues.

A la réunion de janvier, une proposition portant de normaliser le format et le style des publications de la Société a été également approuvée par le Conseil d'administration. Les couleurs verte et blanche sont utilisées actuellement pour le Bulletin; elles seront adoptées pour toutes les publications ainsi que d'autres traits particuliers.

CHANGEMENTS SURVENUS DANS LE CADRE DE LA COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

M. Georges Tremblay a pris sa retraite. Avant de devenir membre de la Commission nationale des libérations conditionnelles, il remplissait les fonctions de représentant régional à Montréal depuis l'époque du Service des Pardons qui a précédé la création de la Commission.

M. Hugh Christie a été désigné pour faire partie de la Commission et remplir le poste laissé vacant par M. Tremblay. Les lecteurs du Bulletin se souviendront, sans doute, de lui lorsqu'il occupait le poste de directeur de la prison d'Oakalla en Colombie-Britannique, et peut-être même lorsqu'il était directeur des services de correction en Saskatchewan, il y a plusieurs années.

POSTE VACANT AUPRÈS DE LA COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

La Commission nationale des libérations conditionnelles demande un coordonnateur de ressources communautaires, qui sera chargé d'élaborer et de coordonner les programmes visant à promouvoir l'intérêt à l'égard de la libération conditionnelle et aussi de gérer et de conclure des ententes avec les agences privées de soins post-institutionnels. Concours No 73-491-1.
S'adresser:

Programmes sociaux-économiques
Commission de la Fonction Publique
du Canada
Tour "A" - Place de Ville
Ottawa, Ontario K1A 0M7

LEGAL AND FEDERAL - PROVINCIAL AGREEMENTS

Five provinces have now signed agreements with the Federal government whereby the Federal government supports provincial legal aid plans. The provinces are: Quebec, British Columbia, New Brunswick, Nova Scotia and Alberta.

EDUCATION IN B.C. PENITENTIARY

The University of Victoria has entered into a contract with the Department of the Solicitor General to provide four university courses for 40 or 50 inmates at B.C. Penitentiary. The courses are in English, History, Psychology and Sociology. A fifth course may be added which would provide a full first year university program.

MANITOBA NEW DIRECTOR OF CORRECTIONS

Ray Slough has retired. He has been replaced by Mr. Eric Cox who has held senior positions in the Corrections Branch in the past few years.

N.W.T. CORRECTIONS ORDINANCE

The Northwest Territories Council recently passed a Corrections Ordinance which incorporates many of the recommendations made to the Government of the Northwest Territories two years ago by a Study Committee. The ordinance also covers every aspect possible of the correctional programs which formerly were regulated by several ordinances. A Territorial Parole Board is provided for in this statute and provision is made for the creation of the Justice and Corrections Advisory Committee.

ONTARIO APPEAL COURT - G. ARTHUR MARTIN

Mr. G. Arthur Martin, who was a member of the Canadian Committee on Corrections chaired by Judge Roger Ouimet, has been appointed to the Ontario Appeal Court. Mr. Martin is a well known criminal lawyer who defended many persons charged with murder during his 35 years of law practice. He has also been associated with movements for bail reform, the abolition of the death penalty and legal aid.

ONTARIO MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES

The Ontario Ministry of Correctional Services is now publishing a Newsletter. The first issue which came out in January deals extensively with the regionalization of the Ministry's agencies undertaken several months ago. The bulletin is undoubtedly a good source of information for ministry employees but it is also of interest to correctional workers elsewhere and certainly a very good method to inform the general public.

ENTENTES D'ASSISTANCE JUDICIAIRE FEDERALES-PROVINCIALES

A l'heure qu'il est, cinq provinces ont signé des ententes en vertu desquelles le gouvernement fédéral accorde son appui aux régimes d'assistance judiciaire provinciaux. Il s'agit du Québec, de la Colombie-Britannique, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de l'Alberta.

ENSEIGNEMENT AU PENITENTICER DE LA C.-B.

L'Université de Victoria a conclu une entente avec le ministère du Solliciteur général pour assurer quatre cours universitaires au bénéfice de 40 à 50 détenus du pénitencier de la C.-B. On donne des cours d'anglais, d'histoire, de psychologie et de sociologie. Un cinquième cours sera peut-être ajouté, ce qui assurera une pleine première année d'études universitaires.

NOUVEAU DIRECTEUR DE CORRECTION AU MANITOBA

Ray Slough a pris sa retraite. Il a été remplacé par Eric Cox qui a rempli des postes supérieurs dans le secteur correctionnel au cours des quelques dernières années.

ORDONNANCE CORRECTION-NELLE DES T.N.O.

Le Conseil des Territoires du Nord-Ouest a récemment adopté une ordonnance correctionnelle qui englobe plusieurs des recommandations formulées, il y a deux ans, par un comité d'étude à l'intention du gouvernement des T.N.O. L'ordonnance s'étend sur tous les aspects imaginables des programmes correctionnels qui, auparavant, étaient réglés par plusieurs ordonnances. L'instauration d'une commission de libération conditionnelle territoriale est prévue dans ce statut et on y prévoit également la création d'un comité consultatif de la Justice et de la Correction.

LA COUR D'APPEL D'ONTARIO - G. ARTHUR MARTIN

M. G. Arthur Martin, qui a fait partie du Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle présidé par le juge Roger Ouimet, a été nommé à la cour d'appel d'Ontario. M. Martin, criminaliste réputé, s'est occupé de la défense de nombreux inculpés de meurtre au cours de 35 années de pratique. Il s'est également intéressé aux mouvements de la réforme du cautionnement, de l'abolition de la peine de mort et de l'assistance judiciaire.

MINISTÈRE ONTARIEN DES SERVICES CORRECTIONNELS

Le Ministère ontarien des services correctionnels publie actuellement un communiqué: Newsletter. Le premier fascicule qui a paru en janvier traite longuement de la régionalisation des agences du Ministère, que ce dernier a entrepris il y a plusieurs mois. Le bulletin, est sans doute, une bonne source d'information destinée aux employés du Ministère, mais qui représente également de l'intérêt pour les agents de correction ailleurs; c'est là une très bonne méthode de tenir le grand public au courant des faits.

CENTRE OF CRIMINOLOGY UNIVERSITY OF TORONTO

Applications for admission to the M.A. program offered by the Centre of Criminology at the University of Toronto are being accepted. They should be submitted before May 31, 1973. This program is designed for those interested in graduate study in Criminology from such other disciplines as Law, Psychology, Sociology, Social Work and other related social sciences. Enquiries: The Secretary, Graduate Faculty, Centre of Criminology, University of Toronto, Toronto 181, Ontario.

LEGAL AID - TORONTO

An experiment is being conducted in Toronto jails to find out if there is a need for a permanent night duty counsel. Signs have been posted in all jails advising prisoners that free legal counsel is available from 5 p.m. to 8 a.m. and that they can call the duty counsel.

SOCIAL WELFARE COURT - QUEBEC

At a recent swearing-in ceremony of a new Social Welfare Court Judge, in Montreal, Chief Judge J.-P. Lavallée reviewed developments in this field over the past few years. In 1963, when the Quebec Bar asked for extension of the court to 31 judicial districts (i.e. 14 regions), only seven districts had such courts. By 1967, all districts (14 regions) were being served and, at present, there are 41 judges serving 15 regions. The new judge is a former clerk of the court of the Montreal district, Rolland Beauchemin. The expansion of the Social Welfare Court was paralleled by an expansion of related services like probation, detention facilities, psychiatric clinics and family service centres.

RIGHTS OF ACCUSED AND CONVICTED OFFENDERS

A study of prisoners' rights has been undertaken by a group in Montreal. The Ligue des Droits de l'Homme is associated with the University of Montreal and the University of Quebec in Montreal in this project. The cooperation of other agencies such as the ombudsman and the legal aid bureau has been obtained and liaison has been established with the provincial and federal departments concerned.

CANADIAN PUBLICATIONS DESIGNED FOR PUBLIC EDUCATION IN THE LAW

Bulletin readers may sometimes wonder where to obtain information about the law that is easily understood by the layman. The Association has a three page list which can be made available on request. The list contains only Canadian documents published in Canada.

CENTRE DE CRIMINOLOGIE UNIVERSITÉ DE TORONTO

On accepte les demandes d'inscription au programme de maîtrise offert par le Centre de criminologie à l'Université de Toronto. Il faut s'adresser avant le 31 mai, 1973. Le programme est prévu à l'intention de ceux qui s'intéressent aux études graduées en criminologie et qui appartiennent à d'autres disciplines telle que le droit, la psychologie, la sociologie, le service social et d'autres sciences connexes. S'adresser au secrétaire, Graduate Faculty, Centre of Criminology, University of Toronto, Toronto 181, Ontario.

L'ASSISTANCE JUDICIAIRE A TORONTO

Une expérience s'effectue dans les prisons de Toronto pour déterminer si les services d'un conseiller sont nécessaires la nuit. Des avis ont été affichés dans toutes les prisons avisant les prisonniers qu'une consultation judiciaire gratuite leur serait assurée entre 5 h. le soir et 8 h. le lendemain matin et qu'il leur serait possible d'avoir recours au conseiller.

COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL DU QUÉBEC

A la récente cérémonie qui s'est déroulée à Montréal pour assermenter un nouveau juge de la Cour de bien-être social, le juge en chef, l'honorable J.-P. Lavallée, a fait la revue des faits survenus dans le domaine au cours des quelques dernières années. En 1963, lorsque le barreau du Québec a demandé l'extension du ressort de la Cour sur 31 districts judiciaires (soit 14 régions) seuls sept districts étaient dotés de telles cours. En 1967 tous les districts (14 régions) étaient desservis. A l'heure qu'il est, 41 juges opèrent dans 15 régions. Le nouveau juge est un ex-greffier de la Cour du district de Montréal, M. Rolland Beauchemin. L'extension du ressort de la Cour de bien-être social a été assortie par celle des services connexes tels que la probation, les institutions de détention, les cliniques psychiatriques et les centres de service familial.

LES DROITS DES DÉLINQUANTS INCULPÉS ET CONDAMNÉS

Une étude des droits des détenus a été amorcée par un groupe à Montréal. La Ligue des Droits de l'Homme s'est associée à l'Université de Montréal et à l'Université du Québec à Montréal. La Ligue s'est assurée la collaboration d'autres organismes tels que l'ombudsman et le bureau d'assistance judiciaire; de même, des liaisons ont été établies avec les ministères fédéraux et provinciaux concernés.

PUBLICATIONS CANADIENNES DESTINÉES A L'ÉDUCATION DU PUBLIC EN MATIÈRE DE LOI

Les lecteurs du Bulletin doivent parfois se demander où obtenir de l'information sur des questions judiciaires, information qui soit formulée d'une manière facile à comprendre et à la portée du profane. La Société possède un relevé de trois pages qu'on peut obtenir sur demande. Seuls les textes canadiens, publiés au Canada figurent sur la liste.

CRIMINOLOGY
CRIMINOLOGIE
"MADE IN
CANADA"

A group of graduates of the Criminology Centre of the University of Ottawa who are based in the Toronto area are working on a project of publishing a journal. Mr. Stan C. Mounsey and Mr. Yvon Dandurand have been designated as co-editors of the publication. The stated aims are: "1) to publish responsible criticism of what is currently happening in our field; 2) publishing information on genial intuitions and yet unexplored ideas; 3) creating a certain unity among criminologists; 4) giving a voice to those whose opinion is never asked." The journal is to be bilingual. Each issue will be organized around a specific theme. The group is planning to sell the journal for five dollars and the first issue is planned for next May. Those interested can reach the group in charge at P.O. Box 236, Brampton, Ontario.

NARCONON
NEWS

Narconon News is a bulletin which recently came to our attention. It is the publication of the organization known as Narconon; a non-profit volunteer association which operates programs in institutions and communities to combat drug abuse and crime. It started in Arizona in 1966 and now has branches in Canada, Mexico and Sweden as well. Enquiries should be addressed to 1229 S. Westmoreland, Los Angeles, California 90006, USA.

Canadian Congress of Criminology and Corrections 1973

"The Saskatchewan" Hotel
Regina, Saskatchewan

June 24 - 29, 1973

"Crime in the 70's -
New Perspectives on an Old Problem"

For further information write:

Publicity Chairman
Canadian Congress of Criminology
and Corrections 1973
Box 3553
Regina, Saskatchewan

CRIMINOLOGIE
CRIMINOLOGY
"MADE IN
CANADA"

Un groupe de diplômés du Centre de criminologie de l'Université d'Ottawa, établis dans le secteur de Toronto, s'occupent de mettre au point la publication d'une revue. M. Stan C. Mounsey et M. Yvon Dandurand ont été désignés coéditeurs de la revue. Les buts visés sont de: "1) publier une critique judicieuse sur les faits courants du domaine; 2) publier des informations sur les intuitions et les idées encore peu explorées; 3) créer une certaine unité parmi les criminologues; 4) demander l'opinion de ceux qui n'ont jamais eu l'occasion de se prononcer." La revue sera bilingue. Chaque numéro se concentrera autour d'un thème particulier. Le groupe se propose de vendre la revue à cinq dollars; le premier numéro doit paraître en mai prochain. Les intéressés peuvent se mettre en rapport avec le groupe à l'adresse suivante: Boîte postale 236, Brampton, Ontario.

NARCONON
NEWS

Narconon News est un bulletin que nous avons récemment remarqué. Il s'agit d'une publication de l'organisme connu sous le nom Narconon, société à but non lucratif qui opère des programmes dans les institutions et les collectivités pour combattre l'abus des drogues et la criminalité. Cet organisme a commencé à fonctionner en Arizona en 1966; à l'heure actuelle, il a des succursales au Canada, au Mexique et en Suède. Les intéressés s'adresseront à 1229 S. Westmoreland, Los Angeles, California 90006, U.S.A.

☆ ☆ ☆ ☆

Congrès canadien de Criminologie 1973

Hôtel "The Saskatchewan"
Regina, Saskatchewan

Du 24 au 29 juin, 1973

"La criminalité au cours des années 70 -
Nouvelles perspectives sur une vieille question"

Pour plus amples détails s'adresser au:

Président de la publicité
Le Congrès canadien de Criminologie 1973
Boîte postale 3553
Regina, Saskatchewan

ATLANTIC PROVINCES CORRECTIONS ASSOCIATION

Suggestions have been made that this page be called "Sully's Chronicles" since the Atlantic Provinces' designated chronicler is Justin Sullivan. Should there be enough demand for such a title it might be adopted.

News from the Moncton office of the National Parole Service makes mention of a L.I.P. sponsored program whereby ex-inmates are finding employment for other ex-inmates under the watchful eye of the District Parole Officer. Everything seems to be going well with this project.

Various efforts at public education about corrections and crime prevention have been undertaken in the Atlantic Provinces. The Executive Director of the John Howard Society of Nova Scotia, Mr. Bob MacDonald, has presented a half hour information program on Cable television where probation officers, lawyers, police, parole officer, etc. have appeared.

A program of counselling for juveniles and young adults has been arranged by Probation officers A. Robinson and F. Forrestell in cooperation with the schools in Fredericton.

The Prince Edward Island government is planning to change the Liquor Control Act to make it possible for courts to direct offenders convicted under this statute to treatment centers instead of jails.

The Newfoundland Corrections Programs are being reviewed by a study committee chaired by Mr. Keith Couse, Executive Director of the Ontario John Howard Society. He has on his Committee Professor Morris Bartlett, Judge Charles Roberts and Inspector C. Bungay of the R.C.M.P. The government has apparently committed itself to introduce changes in the Corrections programs based on the Committee's report.

SOCIÉTÉ DE CRIMINOLOGIE DES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

On a suggéré que cette page s'intitule "Les chroniques de Sully", étant donné que Justin Sullivan a été désigné chroniqueur des Provinces de l'Atlantique. Si cette proposition est suffisamment soutenue, un titre de ce genre serait peut-être adopté.

Il ressort des nouvelles du bureau de Moncton du Service des libérations conditionnelles qu'un programme parrainé par PIL dans le cadre duquel des ex-détenus trouvent un emploi pour d'autres ex-détenus sous l'oeil vigilant de l'agent des libérations conditionnelles du district. Ce projet semble se poursuivre sans accroc.

Dans les Provinces de l'Atlantique, diverses tentatives se font pour l'éducation du public en matière de correction et de prévention de la criminalité. Le directeur général de la Société John Howard de la Nouvelle-Ecosse, M. Bob MacDonald, a présenté un programme informatif d'une demi-heure sur le réseau de télévision par cable; y ont paru des agents de probation, des avocats, la police, des agents de libération conditionnelle, etc.

Un programme de consultation destiné aux jeunes a été mis au point par les agents de probation A. Robinson et F. Forrestell avec la collaboration des écoles à Fredericton.

Le gouvernement de l'Ile-du-Prince-Edouard projette apporter des modifications à la loi sur les boissons alcoolisées de façon à permettre aux tribunaux d'envoyer les délinquants inculpés sous ce statut à des centres de traitement au lieu des prisons.

Les programmes de correction de Terre-Neuve sont examinés par un comité d'étude présidé par M. Keith Couse, directeur général de la Société John Howard d'Ontario. Le professeur Morris Bartlett, le juge Charles Roberts et l'inspecteur C. Bungay de la Gendarmerie Royale du Canada font partie du comité. Il semble que le gouvernement soit engagé à adopter des modifications aux programmes de correction proposées dans le rapport du comité.

BOARD OF DIRECTORS OF THE ASSOCIATION

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

1972-73

*Monsieur le juge Jean-Paul Lavallée, Montréal
président - president

ADDISON, Ruth, Ottawa
ALLARDICE, Ethel M., Vancouver
*BEAULNE, Jean-Pierre, Ottawa
BELIVEAU, Lionel, Montréal
BENSON, Margaret, Toronto
BOISVERT, Gérald, Québec
BRAITHWAITE, John, Ottawa
BUNTON, W.E. Downsview
*BYMAN, Al. A., North Vancouver
*CHAFE, Frank, Ottawa
CORMIER, Bruno, Montréal
COTE, Jean-Luc, Québec
CROSBY-JONES, Phil, Calgary
CUMAS, Stephen, Montréal
DRIEDGER, Otto H., Regina
*DUBIENSKI, Ian V., Winnipeg
FISHER, Joyce, Oakville
FLAHERTY, Dorothy, Ottawa
GIBBS, William, Amherst
GILBERT, Jean-Paul, Montréal
GOSSELIN, Maurice, Beauport
GREATOREX, William D., Halifax
GREGOIRE, J.E., Montréal
GUINDON, Yvon, Ottawa
HOLLINGTON, Kenneth, Calgary
HUNTER, Stewart M., Regina
JOHNSON, Stuart, Winnipeg
KING, Robert J., Fredericton
KIRKPATRICK, A.M., Toronto
LANDREVILLE, Pierre, Montréal
LAPERRIERE, Ludovic,
Trois-Rivières
LAPLANTE, Jacques, Québec
*LAVERS, D.J., Truro
MacINTYRE, Morris, Ottawa
McCOMB, D.R., Ottawa
McGINN, Louis, Riverview
McKNIGHT, C.K., Toronto
McLean, Bruce, Victoria
MARCOTTE, Guy, Québec
*MILLER, Frank P., Ottawa
MOORE, Terence M., Toronto
MORIN, Jean-Guy, Montréal
MOYLES, John, Brandon
MURPHY, James, Matsqui
OGISON, V.L., Whitehorse
OUELLET, Réal, Québec
REID, D.C.S., Calgary
RICHARDS, Robert, Vancouver
ROLF, Carl H., Edmonton
*ST-GEORGES, Normand, Québec
SCOTT, Jack, Regina
*SINCLAIR, Donald, Toronto
SLOUGH, Ray, Winnipeg
SMITH, Isser, Lucerne
SULLIVAN, Justin P., Moncton
WATSON, Frank, Toronto
WESTLAKE, W.C., Warkworth
*WHITELAW, A.B., Toronto
WILKINS, C.F., Yellowknife
WILLOX, John A., Vancouver
WILSON, John, Edmonton
WRIGHT, Keith, Regina
**ZIMMERMAN, Bill, Ottawa

Staff - Personnel

McGRATH, W.T.
JUBINVILLE, Réal
DAVY, Hilda
CHARBONNEAU, Paulette

*Executive Committee - Comité exécutif
**Nominating Committee - Comité des candidatures